



# Superphénix

## Pourquoi il doit continuer

*Pourquoi Superphénix doit-il continuer ? Avant tout parce que c'est le fleuron d'une filière indispensable dans le développement énergétique de l'humanité : les réacteurs à neutrons rapides. Nous sommes allés rencontrer les défenseurs de Superphénix. Et nous répondons aux critiques lancées contre ce réacteur.*

On peut distinguer plusieurs époques dans l'attitude écologiste vis-à-vis de Superphénix. Dans un premier temps, la proclamation du danger « plutonium-sodium ». « Vous allez tous mourir » expliquaient-ils aux habitants. Lorsque Superphénix commença à fonctionner, personne n'étant mort, ils furent obligés de changer de discours. La deuxième période consistait à dire que Superphénix ne marchait pas. Mais cet argument ne tenait plus après l'excellent fonctionnement de l'année 1996. C'est alors que Mme Lepage fit intervenir la cour des Comptes, qui estima à 60 milliards le coût de Superphénix. Mais puisque la construction est payée et que l'exploitation est rentable, pourquoi arrêter ? C'est comme si on arrêta Concorde au motif qu'il a été un gouffre financier ! Certes, l'avion a coûté plus cher que prévu, il a été bloqué dans son développement commercial par le protectionnisme américain et par la crise du pétrole. Mais puisque sa conception et sa construction étaient payées, on continue à l'exploiter depuis plus de vingt ans ! Sans que Mme Dominique Voynet s'en plaigne, puisqu'elle a emprunté cet avion pour se rendre à la conférence des Nations unies sur le développement durable, à New York...

D'autant qu'il ne s'agit pas seule-

ment d'argent. En matière d'avenir de l'humanité, on ne peut pas raisonner de façon comptable. Fermer Superphénix aujourd'hui, ce serait la perte de nos compétences dans les réacteurs à neutrons rapides (voir ci-après), le renoncement à un dispositif permettant de tester les moyens futurs d'éliminer les déchets nucléaires, la remise en cause du retraitement du combustible nucléaire et, à terme, du principe même de l'énergie nucléaire.

Céder aux écologistes sur ce point, c'est admettre l'intrusion de l'irrationnel dans un choix fondamental. C'est admettre que l'on bafoue le droit à la connaissance et le droit à l'énergie, qui est un droit à la vie. Dans les articles précédents, nous avons montré comment « le nucléaire, c'est la vie ». Défendre Superphénix, c'est engager une bataille plus générale pour défendre le nucléaire et le droit à la vie. Voilà pourquoi Fusion s'engage dans ce combat et invite ses lecteurs à y participer.

### La filière à neutrons rapides

La propagande contre Superphénix a été tellement forte, tellement puissante, qu'il est nécessaire de rappeler ici pourquoi la France, le Japon,

**EMMANUEL GRENIER**

la Russie et l'Inde se sont lancés dans la planification et la réalisation de réacteurs à neutrons rapides (RNR) ou surgénérateurs.

Replaçons-nous d'abord dans le contexte, celui des années 70. C'est l'époque de la « crise du pétrole », orchestrée par Henry Kissinger via des opérations diplomatiques peu avouables. A l'époque, le Club de Rome prétend que l'on n'aura plus de pétrole au début des années 90. L'hystérie règne. En Belgique, il est interdit de rouler en voiture pendant le week-end. En France, c'est la naissance de l'agence pour les économies d'énergie, dirigée par un certain M. Jean Syrota, aujourd'hui patron de la COGEMA. Elle donnera ensuite naissance à l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, puis à l'Adème. On impose une température maximale à l'intérieur des logements (19°C). Dans ce contexte, le nucléaire est la voie royale. La France, avec le plan Messmer, investit massivement dans cette technologie. Comme les autres pays le font aussi, on s'interroge sur le niveau des réserves mondiales en uranium. Celles-ci sont loin d'être inépuisables et sont même relativement limitées (environ 60 ans au rythme de consommation actuel).

On se penche alors sur l'idée de la surgénération. Le surgénérateur est un « réacteur qui produit davantage de combustible qu'il n'en consomme », comme on le présentait alors. Cela peut paraître de la magie. Pour l'expliquer, empruntons une image à André Ertaud\* et imaginons des naufragés rejetés par la tempête sur une plage déserte. Il pleut, tout est trempé, y compris le bois qui est pourtant

abondant. En cherchant bien, ils trouvent un peu de bois sec, mais constatent qu'ils n'en ont pas pour longtemps. Un naufragé astucieux pense que peut être, en disposant judicieusement le bois mouillé, on pourra le sécher au feu pendant qu'on se chauffera. L'essai montrera même qu'on sèche plus de bois mouillé qu'on ne brûle de bois sec.

Les naufragés viennent d'inventer la « surgénération » du bois. Ils peuvent consommer tout le bois de la plage, et non plus seulement la toute

petite partie qui est sèche. C'est exactement ce qui se passe dans un réacteur à neutrons rapides. Ici, le bois sec, c'est le plutonium ; le bois mouillé, c'est l'uranium naturel ou l'uranium appauvri qui, sous l'effet des neutrons de fission, se transforme en plutonium. L'étude physique montre qu'il faut utiliser des neutrons de grande vitesse, tels qu'ils sont émis lors de la réaction de fission, non ralentis comme dans le cas des réacteurs à eau classiques. D'où le nom de « réacteurs à neutrons rapides » que

\* André Ertaud, RGN N° 4, juillet 1984.

# « Superphénix n'est que le premier domino »



*Nous nous sommes entretenus avec des représentants du Comité de soutien à Superphénix. Étaient présents Willy Del ben, président de ce Comité et PDG d'une entreprise de sous-traitance de la centrale, Yann Wolff et Serge Menuet, ingénieurs à la centrale.*

## Comment est né le Comité de Soutien à Superphénix ?

C'est une nécessité et une urgence qui nous a réunis le 12 juin, venant de tous bords, pour fonder le comité. Nous réalisons que nous n'avions jamais été aussi près de la fermeture.

## Avez-vous essayé d'entamer un dialogue avec les opposants locaux ?

Nous sommes tout à fait prêts à dialoguer sur ce qui les préoccupe : le coût et la sécurité. Je dis bien dialogue, non pas monologue ou combat de boxe. Par contre, nous refusons de discuter avec eux sur la reconversion des agents de la centrale, parce que c'est un leurre. Ils n'ont d'ailleurs ni la compétence ni la représentativité pour en parler.

## Vous représentez plutôt les commerçants et élus locaux ?

Pas seulement. Nous avons beaucoup d'agents EDF et aussi des gens de toute la France, convaincus qu'il faut

présERVER ce trésor national. 40% du personnel de la centrale a été recruté sur place ou a accédé à la propriété. Il y a donc des agents EDF ou des prestataires de service qui sont là depuis quinze ans et qui vont être amenés à déménager pour la première fois. Avec des maisons invendables.

## Que demandez-vous au gouvernement ?

Au minimum, on doit brûler le cœur et demi qui reste en étagère, déjà payé, qui représente six milliards de francs en potentiel électrique. Cela veut dire aller jusqu'en 2005. Là, on pourra vraiment faire le bilan des connaissances acquises et voir si l'on continue. Nous voulons surtout montrer qu'il ne s'agit pas seulement d'un débat régional, dans lequel est impliqué l'avenir d'un canton, mais que c'est l'intérêt national qui est en jeu avec l'avenir de la filière à neutrons rapides.

Nous souhaitons aussi une position

moins militante du gouvernement; nous trouvons incroyable qu'il envoie deux personnes représentant Mme Voynet pour inaugurer une stèle commémorative alors que personne ne vient visiter les 3000 personnes du comité qui se font du souci pour leur avenir.

## Comment expliquez-vous qu'on en soit arrivé là ?

Le pouvoir des antinucléaires est insoupçonné. Corinne Lepage lorsqu'elle était avocate, avait fait un recours devant le Conseil d'Etat, contre le décret de redémarrage, recevant au passage 3,5 millions de francs de la part des Suisses de Contratome et du WWF. Avec quelles pièces justificatives ? Des coupures de presse reprenant les bêtises des écologistes. Nous arrivons à une situation où les écologistes peuvent faire passer des décisions sans argument. Il y a vingt ans, ils argumentaient en jetant du sodium dans de l'eau et en disant que la centrale était dangereuse. Aujourd'hui, ils ne se sou-

l'on donne aux surgénérateurs.

Comme le montre le tableau (page suivante), le surgénérateur fonctionne comme un amplificateur de ressources naturelles puisqu'il permet de multiplier par 100 environ l'équivalent énergétique des réserves d'uranium que l'on peut extraire avec les réacteurs classiques. Cela fait de l'énergie nucléaire une énergie renouvelable, dont le combustible a un coût indifférent. Dans la filière à neutrons rapides, les coûts d'exploitation sont représentés essentiellement

par le salaire des hommes et des femmes très qualifiés qui y travaillent.

Dans ces conditions, pourquoi le surgénérateur n'a-t-il pas connu le succès qui lui était promis ? D'abord à cause de la panne générale du nucléaire (voir analyse dans les articles précédents). Le nombre de réacteurs construits étant bien inférieur à ce qui était prévu, le marché de l'uranium n'a pas connu de tension. Au contraire, les prix sont restés très bas du fait de l'arrivée de la Russie post-soviétique, qui a livré son uranium

enrichi à des prix de dumping. Dans une situation où l'on pense à très court terme et où des conditions très particulières (réserves paraissant encore abondantes, faible niveau du dollar) permettent au gaz d'être compétitif, les gestionnaires estiment que le surgénérateur est inutile. C'est le type de raisonnement linéaire (tout continue comme avant) qui a conduit le Crédit Lyonnais à privilégier la spéculation immobilière au détriment des crédits aux PME industrielles, avec les résultats que l'on sait.

cient même plus de tenir un discours cohérent. Nous sommes en face d'une décision purement idéologique. Les responsables du ministère de l'Environnement, dont la méconnaissance du dossier est affligeante, ne sont pas prêts à admettre qu'ils se sont trompés.

#### **Et les mesures de compensation ?**

Bettina Laville, qui conseille Lionel Jospin en matière d'environnement, prétend qu'elle peut nous trouver 3000 emplois hautement qualifiés pour remplacer ceux de Superphénix. Notre réponse, c'est que nous sommes preneurs : cela fera 6000 ! Sérieusement, si vraiment ils ont 3000 emplois qualifiés à offrir, qu'ils aillent les proposer à Longwy, où on en a grand besoin ! Mais pourquoi détruire ce qui existe et qui se finance sans aides de l'Etat ?

#### **Comment le gouvernement pourrait-il s'en sortir la tête haute ?**

Peut être en disant que l'on arrête le programme Superphénix, mais que l'on termine les coeurs entamés et payés. Cela permettrait aussi d'acquérir une expérience de dix ans sur le fonctionnement d'un surgénérateur et de limiter la catastrophe financière.

#### **Le démantèlement créera-t-il aussi des emplois ?**

Mais quels emplois ? Les antinucléaires nous parlent de quinze années de travail. Moi je dis qu'il faut compter cinquante ans jusqu'au jour où Superphénix n'existera plus physiquement. Le seul petit problème, c'est qu'il ne se passera rien pendant quarante-cinq ans. La première phase, le déchargement du combustible, mobilisera une soixantaine de personnes déjà présentes sur le site : pas un seul emploi créé. Quant à la fameuse usine à sodium dont parle l'écologiste Monique Séné, on en a une expérience

avec le petit surgénérateur Rapsodie : trois personnes ont été mobilisées pendant deux semaines, pour 40 tonnes de sodium. Superphénix en compte 5000 ; on peut espérer, au plus, de l'emploi pour 200 personnes pendant six mois.

#### **Les emplois créés par le démantèlement, c'est donc une supercherie ?**

Quand on fabrique un tuyau pour le nucléaire, les normes sont extraordinairement sévères. Quand on le soude, on vérifie la qualité de la soudure avec des techniques de pointe. On archive toutes ces données et on constitue des dossiers de fabrication. C'est toute une gamme de métiers très qualifiés qui interviennent. Quand il faut découper ce même tuyau, on fait venir un ferrailleur-chaudronnier, qui le découpe et le met à la poubelle, un point c'est tout. Comparer les deux choses, c'est bafouer la science et la technicité.

#### **Est-ce que vous ne vous sentez pas abandonnés par les directions de l'EDF et du CEA ?**

On peut reprocher un manque de communication d'EDF pendant vingt ans sur la nécessité de la filière à neutrons rapides. Ils ont laissé bafouer le nucléaire en général sans répondre. Une génération arrive maintenant qui n'a pratiquement entendu que le discours antinucléaire. Mais c'est trop tard pour y remédier. Quant à la décision gouvernementale d'arrêter Superphénix, la direction de l'EDF a un devoir de réserve. S'ils font quelque chose, et je n'en doute pas, ils ne peuvent le révéler. Donc on ne peut pas dire que l'EDF nous abandonne. Nous leur faisons confiance pour agir auprès de leurs interlocuteurs habituels dans les ministères. Par contre, on peut dire clairement que la direction du CEA nous a abandonnés. Dans ce sens, nous sommes heureux de l'afflux d'ad-

hésions en provenance d'agents du CEA, qui montre que l'attitude de la direction est loin de représenter celle de ses agents.

Il faut comprendre une chose : Creys-Malville a servi d'amuse-gueule aux écologistes depuis des années. On peut supposer que la direction d'EDF a laissé faire volontairement parce que, pendant que les écologistes étaient mobilisés sur Superphénix, elle était plus tranquille avec les incidents intervenant sur le parc de réacteurs à eau sous pression. Rappelons qu'aucun incident n'a jamais affecté le secteur nucléaire de Superphénix ; les autres centrales ne peuvent en dire autant.

#### **Justement, recevez-vous du soutien de la part des autres centrales nucléaires françaises ?**

Certains sites commencent à nous manifester leur soutien. Mais la majorité, comme à Bugey, ignore les enjeux de la surgénération, l'importance de Creys-Malville. Au sein d'EDF, on n'a jamais fait de communication sur ce point. Du coup, les gens qui travaillent dans les centrales ne comprennent pas que Superphénix n'est que le premier domino. Les suivants s'appellent La Hague et Melox, d'abord, puis toutes les centrales à eau sous pression, dont le renouvellement n'est plus assuré aujourd'hui. ■

Pour adhérer au Comité de soutien à Superphénix, envoyez vos nom, prénom, adresse, et signature à l'adresse suivante : Comité de soutien à Superphénix, mairie de Morestel, 38510 Morestel. Le coût de l'adhésion est de 10 francs mais vous pouvez bien entendu faire un versement complémentaire de soutien.

On sait aussi que cela ne dure pas. La situation actuelle donne **artificiellement** l'impression que l'on a autant d'uranium que l'on veut. Mais c'est faux. Les écologistes se gargarisent en parlant des générations futures. Prenons-les au mot et voyons quelle est la perspective pour les petits-enfants des décideurs d'aujourd'hui, dans une cinquantaine d'années. Le gaz de la mer du Nord sera complètement épuisé ; il restera la ressource d'importer celui du Proche-Orient ou de Russie. Le prix de l'uranium aura énormément augmenté et rendra le nucléaire difficilement compétitif. Quant au pétrole, il faudra sans doute mener des guerres encore plus sanglantes que la récente guerre du Golfe contre l'Irak (1,5 million de morts) pour s'assurer que

les nations qui possèdent les réserves se comportent docilement. On peut certes compter sur la fusion thermonucléaire, ce n'est pas notre magazine qui le niera ! Mais il est difficile de planifier l'avenir de l'humanité sur une technologie qui n'a pas encore été démontrée à l'échelle industrielle et qui, au rythme où diminue le financement de la recherche, risque d'attendre encore longtemps son aboutissement. Que reste-t-il alors ? Les énergies dites renouvelables ? Elles ne permettent pas de répondre à un coût économique et écologique acceptable, aux besoins des sociétés modernes. La filière à neutrons rapides apparaît donc comme absolument incontournable à moyen et à long terme. Et Superphénix, qui en est l'avant-garde, est de ce point de

vue, malgré ses déboires technico-administratifs, une réussite dont la France a de quoi être fière.

Ce n'est donc pas Superphénix en tant que tel qu'il faut défendre, mais la légitimité et la nécessité de continuer la filière des surgénérateurs ou des RNR. Néanmoins, puisque c'est cette machine qui constitue le fer de lance de la filière, il faut ici répondre aux critiques qui lui sont adressées.

## Réponses aux critiques

### • Superphénix est dangereux

Au contraire, Superphénix est la plus sûre des centrales françaises. Doté de quatre barrières de confinement, contre trois habituellement, sa con-

	RNR	PWR « moxé »	PWR
Energie fournie par 1kg d'uranium naturel (pour mémoire, 1 kg de pétrole donne 5,5 kWh)	5.000.000 kWh	100.000 kWh	50.000 kWh
Consommation d'uranium naturel à l'équilibre pour un réacteur de 1000 MW donnant 7 Terawattheures par an, pour un facteur de disponibilité de 80% (appelé dans la suite réacteur de référence)	< 2 t/an	160 t/an	330 t/an
Quantité de plutonium présente dans le réacteur	200	1000	1000
Rejets radioactifs gazeux du réacteur de référence en Terabecquerels par an (TBq/an) Gaz rares + Iode	0,05. 10 <sup>-4</sup>	2. 10 <sup>-4</sup>	2. 10 <sup>-4</sup>
Rejets radioactifs liquides du réacteur de référence en TBq/an Tritium	0,3	14	14
Déchets solides divers du réacteur de référence, avant conditionnement			
Volume en m <sup>3</sup> /an	75	300	300
Activité en TBq/an	2	20	20
Temps théorique d'épuisement des ressources d'uranium raisonnablement utilisables pour 4000 TWh/an (actuellement l'ensemble du nucléaire produit 2000 TWh/an)	1700 ans	50 ans	30 ans

Ce tableau permet de juger l'intérêt des réacteurs rapides (RNR) en comparaison avec les réacteurs à eau légère actuels, soit sans recyclage des combustibles usés (PWR à circuit « ouvert », comme en Suède), soit avec recyclage par retraitement et recharge d'éléments mixtes uranium-plutonium baptisés MOX (PWR « moxés », comme en France, en Suisse, en Belgique et bientôt au Japon).

(source : Michel Lung ; les chiffres donnés sont calculés pour le RNR en faisant l'hypothèse d'un taux de combustion de l'uranium naturel voisin de 100%. Ce taux n'ayant encore pas été réalisé, faute d'un nombre suffisamment grand de RNR, les chiffres ne sont pas parfaits, mais ils donnent des ordres de grandeur)

duite est facilitée par les 5000 tonnes de sodium qui servent de liquide de refroidissement et qui sont d'une grande inertie. Pour susciter l'inquiétude, les opposants à Superphénix ont joué sur deux tableaux : la présence de plutonium et cette masse de sodium dont nous venons de parler. Le plutonium est dangereux, c'est vrai, mais pas plus que la nicotine pure ou le mercure. On peut parfaitement en faire une utilisation raisonnée et sûre. Quant au sodium, qui réagit violemment avec l'eau, il est aussi utilisé par de nombreuses industries (parfums, caoutchouc, médicaments, etc.) sans que l'on relève d'incidents notables.

M. Yves Lacoste, directeur de la Sécurité des installations nucléaires, comme M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'Industrie, l'ont affirmé fermement et publiquement : Superphénix est aussi sûr que les autres centrales françaises. La décision de l'arrêter n'a rien à voir avec la sûreté.

• *On est passé trop vite au stade de prototype de taille industrielle. Entre Phénix (250 MW) et Superphénix (1200 MW), il aurait fallu une étape intermédiaire.*

Aucun des trois incidents qui ont affecté le surgénérateur n'était lié à une question de puissance du réacteur. Le premier (corrosion du barillet) était dû à un problème d'acier carboné, choisi sur les conseils des Allemands. Le second (impuretés dans le sodium) était dû à un problème organisationnel : la consigne de changer un joint de compresseur n'avait pas été transmise lors d'un changement d'équipe. Le troisième (fuite d'argon dans la cloche d'un échangeur intermédiaire) était mineur (voir ci-dessous).

• *Superphénix ne marche pas. Il a fonctionné moins de dix mois en équivalent pleine puissance depuis qu'il a démarré il y a onze ans.*

Compter en équivalent pleine puissance pour un prototype qui doit demander une autorisation à chaque fois qu'il augmente de puissance, cela n'a pas de sens. C'est comme si l'on calculait la moyenne kilométrique horaire d'une voiture en la faisant passer uniquement dans des zones 30... Plus sérieusement, faisons le bilan de la période 1986-1996 : on compte 53 mois d'exploitation normale, 25 mois de remise en état suite

## Les RNR en service dans le monde

	PUISSANCE ELECTRIQUE	DATE DE MISE EN SERVICE
<b>FRANCE</b> • Creys-Malville (Superphénix) • Marcoule (Phénix)	1240 MW 250 MW	1986 1973
<b>RUSSIE</b> • Obninsk (BR5) • Melekes (BOR 60) • Beloyarsk (BN 600)	(10 MW th) 12 MW 600 MW	1958 1969 1980
<b>KAZAKHSTAN</b> • Aktau (BN 350)	150 MW	1973
<b>JAPON</b> • Oarai (Joyo) • Monju (DFBR)	- 300 MW	1977 1995
<b>INDE</b> • Kalpakkam (FBTR)	15 MW	1985

à des incidents et 54 mois de procédures administratives (enquête publique, attente d'autorisation). L'essentiel des arrêts de Superphénix sont donc des arrêts administratifs. C'est un peu comme si, après avoir sorti votre voiture du garage, vous deviez attendre deux ans pour récupérer votre carte grise. Cette attente est d'ailleurs due principalement aux écologistes, qui ont pesé de tout leur poids politique auprès de M. Bérégo-voy pour empêcher son redémarrage en 1992 (ce qui a entraîné plus de trois ans d'arrêt administratif) ou qui ont utilisé une position de ministre pour bloquer ou ralentir les autorisations (cas de Mme Lepage en 1995).

Même le temps comptabilisé comme arrêt pour réparation est trompeur. Prenons le dernier des trois incidents qui ont affecté le réacteur, une fuite d'argon sur un échangeur intermédiaire. La réparation a demandé sept mois de préparation et de validation technique. Elle a duré en tout vingt minutes... Cela donne une idée de la technicité et de l'exigence déployées dans le monde nucléaire. En 1996, Superphénix a fonctionné parfaitement pendant 265 jours, soit un taux de disponibilité de 95%. Comme l'affirme l'un de ses grands-pères, Georges Vendryes, « elle est disponible, elle marche bien, elle couvre ses frais. Au nom de quoi devrait-on s'interdire un instrument dont on

a besoin ? » Car en dehors de Superphénix, il n'existe guère d'autres instruments pour effectuer des recherches sur l'incinération des déchets à vie longue.

• *Justement, Superphénix ne résout pas le problème des déchets nucléaires : il ne pourrait brûler que 100 kg sur les 12.000 produits par le parc nucléaire français.*

C'est vrai. Superphénix n'était pas conçu pour brûler des déchets. C'est un rôle qui lui a été assigné après coup, lors de son redémarrage en 1994. Cependant, il peut jouer un rôle intéressant pour tester à l'échelle industrielle des techniques d'incinération de déchets. En l'absence de toute autre possibilité au niveau mondial, c'est une opportunité qu'il faut saisir et développer.

• *Superphénix a un coût exorbitant de 60 milliards de francs.*

Relativisons d'abord les choses : ce chiffre de 60 milliards, avancé par la Cour des comptes, sur ordre de Mme Lepage, comprend la totalité des dépenses, soit 30 milliards pour la construction, 20 milliards de provisions pour le démantèlement, le retraitement des combustibles et les frais financiers. Rappelons aussi que la facture est payée à 49% par les partenaires européens de NERSA. EDF a

donc payé, pour la construction, une quinzaine de milliards. Une centrale classique coûte une dizaine de milliards. Un surcoût de 50% pour le prototype d'une filière promise à un bel avenir, ce n'est pas exorbitant, c'est de la gestion saine, beaucoup plus en tout cas que celle des inspecteurs des finances au Crédit Lyonnais.

A propos. Dans le cas du Lyonnais, les contribuables français versent abondamment pour combler le trou

noir laissé par des énarques irresponsables, alliés à quelques malfrats de l'immobilier, du football ou du cinéma, sans aucun bénéfice pour la collectivité nationale. Pour Superphénix, les contribuables n'ont pas sorti un sou. Ce sont les clients d'EDF qui ont payé, à raison de 0,3 centime par kilowatt-heure. Et pour ce prix (0,6% du CA d'EDF, soit un effort de recherche raisonnable) la France a obtenu la première place mondiale dans une

technologie ultra-avancée. Connaissons-nous beaucoup d'autres secteurs qui peuvent en dire autant ?

• **Le démantèlement de Superphénix créera des emplois.**

Ceux qui prétendent cela, au ministère de l'Environnement ou chez les écologistes, méprisent les travailleurs ou ont oublié ce qu'est le travail. Comment comparer en effet la construction d'un réacteur à son



## Un maire se rebelle

**Christian Rival est maire de Morestel, la principale commune proche de Superphénix, depuis 1995. Il s'est fait connaître en lançant contre Dominique Voynet l'expression « ministre du déménagement du territoire ». Pour Fusion, il explique les raisons de son combat.**

**Pourriez-vous faire un rapide résumé des conséquences d'une fermeture de Superphénix pour votre ville et pour la région environnante ?**

**C. Rival :** Je ne commencerai pas par le financier, parce que ce n'est pas le plus important quoi qu'on en dise ou quoi qu'on veuille m'en faire dire.

Morestel compte quatre cités EDF. Sur une population de 3000 habitants, cela ferait donc une perte sèche de 500 ou 600 personnes, dont beaucoup d'ingénieurs. C'est une perte intellectuelle et humaine considérable. Au sein de mon conseil, il y a évidemment des agents EDF, de même que dans les associations locales. C'est donc aussi une perte sèche pour la vie locale, pour les associations culturelles, sociales, sportives... Au-delà de cet aspect, il y a un drame humain pour les agents EDF, qui devront déménager. Drame financier également, même si c'est moins grave pour eux, car ils n'auront pas de perte de salaire. Je monte dans le crescendo dramatique : les commerçants locaux. Je suis notaire de profession. Je suis donc bien placé pour savoir que des pertes de chiffre d'affaire de 15% peuvent être mortelles. Or, elles seront du double, voire davantage. Pour ceux-là, c'est la mort. Quant aux entreprises sous-traitantes qui travaillent à 90 ou 100% pour la centrale, les lettres de licenciement ne sont déjà plus du futur

immédiat mais bien du présent : elles sont parties.

**Il y a déjà des licenciements ?**

**C. Rival :** Evidemment. Dès le mois de juin, il y en a eu quatre ou cinq dès après l'annonce de M. Jospin, qui n'a pas été faite un 1<sup>er</sup> juin mais le 19 juin. Donc, au 30 juin, il y avait déjà à ma connaissance une demi-douzaine de lettres de licenciement qui étaient parties. Au mois de juillet, ce ne sera pas une demi-douzaine ; vous pouvez rajouter un zéro derrière, pour le moins. Certaines entreprises sous-traitantes n'ont d'ores et déjà plus de chantier, parce que la centrale ne tourne plus et n'a pas de perspective. Au-delà, c'est toute la vie locale, économique, de Morestel et de sa région qui va en pâtir, et gravement. Or j'ai la chance (je n'y suis pour rien, je n'ai aucun mérite) d'être le maire d'une commune qui était en phase ascendante, à cause notamment de sa force économique et commerciale : 119 commerces à Morestel pour 3000 habitants, ce n'est pas la norme ! 73 associations locales, ce n'est pas la norme : ça tient du record de France. Je ne suis donc pas ravi d'être le maire d'une ville qui sera en phase descendante, à cause des errances de Dominique Voynet. C'est navrant d'en arriver là à cause de partis-pris idéologiques, adoptés sans aucune espèce d'analyse technique ou industrielle.

**N'est-ce pas l'aboutissement d'un long processus, passant par le non-redémarrage décidé par M. Bérégozovoy et les blocages de Mme Lepage nommée par M. Juppé ?**

**C. Rival :** Il est vrai — si c'est ce que vous voulez me faire dire — que les politiques de tous bords n'ont jamais été très courageux face à Superphénix. Il n'empêche que, cahin-caha, même une Corinne Lepage, avocate des Verts et des Suisses contre Superphénix, n'a pas arrêté Superphénix, qui a réalisé en 1996 la meilleure année de production de son histoire. Ainsi, en dépit de M. Bérégozovoy qui a différé le redémarrage, en dépit de M. Balladur qui a transformé un surgénérateur en sous-générateur, en dépit de Mme Lepage, le surgénérateur a fonctionné. Toutes les études scientifiques et techniques qui ont été commandées ont conclu favorablement à la centrale. Ce n'est donc pas la technique qui pêche, ce sont les politiques.

**Alors, si c'est le politique qui compte, quelle action pouvez-vous entreprendre ?**

**C. Rival :** Le comité de soutien de Willy Del Ben a engagé une action audacieuse consistant à demander un débat nucléaire national. Le dossier technique est excellent. M. Pierret, ministre socialiste, l'a dit. Si ce n'est pas la sécurité, alors c'est quoi ? Que l'on ne vien-

démantèlement ? Dans un cas, des métiers de très haute technicité ; dans l'autre, quelques emplois relativement peu qualifiés et surtout peu durables.

• **Les autres pays abandonnent la filière à neutrons rapide.**

Sur les cinq grandes puissances membres permanentes du Conseil de sécurité de l'ONU, seuls les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont aban-

donné cette filière. Ils sont d'ailleurs en train d'abandonner le nucléaire tout court et confient à leurs soldats le soin d'assurer leur approvisionnement énergétique (guerre du Golfe). La Russie, la Chine et la France, elles, continuent parce qu'elles croient que c'est l'avenir. Quant au Japon, grande puissance industrielle, il continue résolument sur cette voie, malgré les incidents qu'a connus son réacteur de Monju, un surgénérateur de

300 MW, arrêté depuis deux ans.

Pensons, non pas aux trop vagues générations futures, mais à nos petits-enfants. Que leur restera-t-il dans cinquante années ? Pratiquement plus de gaz ou d'uranium. Un pétrole presque entièrement concentré dans le Golfe. Et du charbon. Nos pères ont créé, développé et testé une solution alternative, la filière à neutrons rapides. Avons-nous le droit moral, vis-à-vis de nos enfants, de l'enterrer ? ■

ne pas me dire que c'est le coût, pas maintenant, c'est amorti. Le coût, on l'a eu, alors au moins qu'on en profite !

Donc, c'est effectivement politique. Et le seul obstacle politique, c'est Mme Voynet. Je doute que ce sujet soit un problème prioritaire pour le Premier ministre, compte tenu des dossiers autrement plus graves qu'il doit gérer. Par ailleurs, des ministres comme Dominique Strauss-Kahn, Christian Pierret ou Jean-Pierre Chevènement sont favorables à Superphénix. C'est grave car, pour la première fois en France, des Verts détiennent une parcelle de pouvoir et en l'espace de quinze jours, ils réussissent à abattre des pans entiers de l'économie française. Lorsque j'ai dit que le seul danger nucléaire, ce n'est pas Creys-Malville, c'est Dominique Voynet, je savais ce que je disais...

**Vous disiez que vous ne vouliez pas dévoiler vos batteries maintenant, mais vous concevez une action au niveau politique national pour intervenir sur ce sujet ?**

**C. Rival :** Evidemment. Une gentille manifestation comme celle que nous avons faite à Paris en juillet, cela ne suffit pas. Il faut des grandes personnalités nationales, qu'elles soient scientifiques ou politiques, de tous bords, voilà ce dont on s'occupe. Je ne peux pas en dire plus. Ou on réussit à en obtenir et on repart, ou on échoue et on est morts. On est morts en octobre : Voynet démantèle en trois mois.

**Ce serait possible de le faire en trois mois ?**

**C. Rival :** On ferme en trois mois, la moitié des employés partent, ensuite on laisse reposer le cœur six ou sept ans et après cela, on démantèle complètement. C'est ce scénario-là qu'il faut éviter.

**C'est cet automne que tout se joue ?**

**C. Rival :** Bien sûr. C'est pour cela

qu'il ne faut pas se laisser endormir par l'été et qu'il faut travailler en sous-main. Maintenant, c'est l'énergie du désespoir à Morestel. Plus qu'ailleurs parce que nous faisons 50% de l'ensemble des **prêts** grands chantiers sur notre territoire.

**Vous pouvez rappeler ce qu'est la procédure « prêts grands chantiers » ?**

**C. Rival :** Lorsque vous amenez sur le territoire d'une région un projet d'envergure nationale, approuvé par le Comité interministériel de l'Aménagement du territoire, il y a des dispositions à prendre pour accueillir les arrivants. Il faut un collège, un restaurant scolaire, un centre social, etc. On met donc en place une procédure dite « **prêts** grand chantier » qui permet d'emprunter tout ce que vous voulez, ou à peu près. Alors, dans l'enthousiasme général, poussé par les préfets et les promesses de pactole, tout le monde y va. Total : 5,1 millions de francs d'annuités de remboursement. Or la fameuse taxe professionnelle payée par la centrale, ou du moins la part qui nous revient, est loin d'atteindre cette somme. Cette année la ville de Morestel a touché 3 millions à cause du bon fonctionnement de 1996. Mais les trois années précédentes, nous avons perçu entre 900.000 et 1 million de francs. Ce qui me fait défendre la centrale, ce n'est donc pas l'argent qu'elle rapporte. Au contraire, si la centrale ferme, nous ne toucherions plus la taxe professionnelle, mais, en vertu des conventions signées, nous serions délivrés de nos engagements financiers. Nous économiserions 5,1 millions de francs de charges annuelles d'emprunts grand chantier. Qui y gagne ? C'est Morestel. Mais l'économie régionale, elle, sera morte.

**Les politiques nationales ne le comprennent pas ?**

**C. Rival :** Pas du tout. Il y a une chose en particulier qui est mal vécue par les élus locaux. On leur avait demandé, il y

a vingt ans, de convaincre des petits maires de campagne, de jouer les militants pro-Superphénix et pronucléaires face à des populations qui avaient très peur. Donc les meilleurs alliés de l'Etat dans cette affaire, ce furent toujours les maires locaux, qui ont joué le jeu à 200 %. Ces alliés ont été abandonnés. Il faut voir la façon dont on nous traite aujourd'hui : on nous parle de concertation mais on décide brutalement de tout arrêter, en se moquant superbement des drames que cela va entraîner au niveau local.

**Qui avez-vous pu rencontrer au niveau gouvernemental ?**

**C. Rival :** Lors de notre manifestation à Paris, Mme Voynet a refusé de recevoir une délégation de maires. Je note qu'à peine arrivée au pouvoir, Mme Voynet a décrété, pour de simples considérations idéologiques et sans aucun débat préalable avec les élus locaux concernés, l'arrêt de Superphénix, l'abandon du canal Rhin-Rhône et l'interruption de l'enquête publique sur l'A51. Ce que pratique Mme la ministre de l'Aménagement du territoire, avec tout le respect que je lui dois, cela ressemble furieusement à du démantèlement de territoire ! En agissant de la sorte, Mme Voynet a prouvé qu'elle ne gouvernait pas, mais qu'elle continuait à militer.

**En conclusion ?**

**C. Rival :** J'aimerais que vous conceviez que notre attachement à Superphénix n'est pas un attachement conditionné par l'argent. Quant à la sécurité, on n'a pas à venir nous donner des leçons. Nous n'avons pas attendu les autres pour en faire un préalable, parce que c'est de notre peau qu'il s'agit. La sécurité étant donc acquise, assurée, on a appris à vivre et à apprécier cette force qui n'est pas qu'économique. C'est une force humaine qui nous attache tous à cette centrale. ■